



Pour la défense des nos élèves

Contre les expulsions

Pour la régularisation

Suite aux mobilisations massives organisées par les personnels et les élèves du lycée Pierre Joël Bonté à Riom contre les obligations à quitter le territoire français (OQTF) délivrées à des jeunes majeurs élèves de ce lycée, deux d'entre eux ont obtenu une régularisation, peuvent continuer leurs études et espérer construire un avenir ici parmi nous. Ces deux régularisations sont la preuve que la mobilisation paye, c'est aussi la preuve que le préfet a le pouvoir de lever ces OQTF.

Deux élèves du lycée Pierre Joël Bonté, sont encore menacés d'expulsion : Abdoulaye Keita, titulaire d'un CAP de maçon et Abdoulaye Bah, titulaire d'un CAP de plombier.

- ✓ Expulser ces élèves est contraire à l'esprit de la loi qui prévoit que tout jeune présent sur le territoire a droit à l'éducation.
- ✓ Expulser ces élèves est contraire à l'idée que nous nous faisons d'un pays qui se voudrait la patrie des Droits de l'Homme. Ces élèves sont des rescapés des horreurs du monde, nous défendons pour eux un devoir d'hospitalité.
- ✓ Expulser ces élèves est contraire à toute logique économique. C'est un gaspillage d'argent public, plus encore quand on sait que les métiers pour lesquels ils sont formés sont des métiers en tension. Ils ne demandent qu'à travailler et ce pays a besoin d'eux.

Dans leur lycée, comme dans d'autres établissements scolaires d'autres jeunes vivent aujourd'hui dans l'angoisse d'une mesure administrative qui signifierait l'expulsion vers un pays qu'ils ont réussi à fuir. L'implication importante des personnels auprès de ces élèves à situation particulière est à nos yeux un beau symbole de l'idée que nous portons de l'Ecole publique.

Il faut que cessent ces distributions d'OQTF. Ces jeunes doivent avoir la garantie de continuer leur formation. Ils doivent être régularisés.

A Riom encore, madame Zeqirovic est sous le coup d'une OQTF. Trois de ses quatre enfants sont scolarisés à l'école Pierre Brossolette et les trois plus jeunes sont nés en France. **Contre cette décision inhumaine nous exigeons la régularisation de madame Zeqirovic.**

Depuis quelques semaines, de nombreuses OQTF sont mises en œuvre par le préfet, ce qui met des personnes et des familles dans des situations dramatiques et inhumaines.

Non aux expulsions, levée immédiate des OQTF

Rassemblement
Mardi 7 JUIN à 18 H
Devant la préfecture
de Clermont-Ferrand



A l'appel de : RESF, LDH, Cimade, Collectif citoyen 63, UNEF, FSU, CGT Educ'action, SUD éducation, SAGE ...